Envoyé en préfecture le 03/04/2025
Reçu en préfecture le 03/04/2025
Publié le
ID : 076-217606177-20250402-D05042025-DE

# Informations financières essentielles aux comptes administratifs et budget primitif - annexe visée par l'article L 2313-1 du CGCT

## Commune de Saint-Martin-du-Vivier
## 1 732 habitants

## Exercices 2024-2025

Envoyé en préfecture le 03/04/2025
Reçu en préfecture le 03/04/2025
Publié le
ID : 076-217606177-20250402-D05042025-DE

# SOMMAIRE

***Éléments de contexte : économique, social, budgétaire, évolution de la population, etc.***

***Présentation brève du compte financier unique du budget principal et du budget primitif du budget principal 2025 :***

- ***I. Compte financier unique du budget principal 2024***
- ***II. Effectifs et charges de personnels***
- ***III. Budget Primitif 2025 du budget principal***
- ***IV. Niveau des taux d'imposition***
- ***V. L'encours de la dette***

Envoyé en préfecture le 03/04/2025
Reçu en préfecture le 03/04/2025
Publié le
ID : 076-217606177-20250402-D05042025-DE

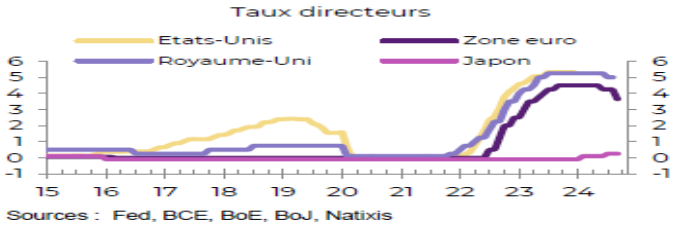
## Préambule

Depuis l'entrée en vigueur de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (Loi NOTRe), une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles est **obligatoirement** jointe au budget primitif et au compte financier unique des collectivités territoriales afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux.
Cette note de présentation brève et synthétique s'applique à l'ensemble des communes, des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) qui comprennent au moins une commune de 3 500 habitants et plus, et des départements.
Ce document doit être transmis au préfet en même temps que les documents budgétaires concernés.
La présente note répond à cette obligation pour la commune. Elle sera consultable en Mairie.

## Éléments de contexte : économique, social, budgétaire, évolution de la population...

### 1. Une situation économique instable et très contrastée

En 2025, l'économie mondiale connaît une croissance modérée (3,3 %) marquée par des disparités régionales. Les États-Unis affichent une performance solide (près de 3 %), tandis que la zone euro reste faible, notamment en Allemagne où l'économie stagne. La Chine ralentit avec une croissance sous 5 %, malgré des mesures de soutien. En France, la croissance est limitée par des restrictions budgétaires et un faible investissement. Les politiques monétaires divergent : la Fed adopte une approche prudente face à l'inflation, la BCE normalise progressivement ses taux, et le Japon amorce un relèvement après des années de stagnation. Les incertitudes géopolitiques, exacerbées par les conflits en Ukraine et au Moyen-Orient, pèsent sur le commerce mondial, particulièrement en Europe. Bien que l'inflation diminue dans les pays avancés, elle reste un défi pour les économies émergentes, nécessitant des réformes structurelles et une coopération internationale accrue pour stabiliser les perspectives économiques.




**Etats-Unis – Le saut dans l'inconnu**
En 2025, l'économie américaine reste robuste, soutenue par une consommation dynamique et une productivité en hausse, mais les politiques procycliques de l'administration Trump, telles que les baisses d'impôts et les hausses de droits de douane, suscitent des inquiétudes sur l'inflation et le marché du travail. Bien que le PIB ait progressé au troisième trimestre 2024 grâce à la consommation et à l'investissement des entreprises, l'immobilier montre des signes contrastés et la production industrielle demeure fragile. Le marché du travail reste solide avec un rebond des créations d'emplois en novembre, mais le taux de chômage a légèrement augmenté. L'inflation est sous contrôle à 2,7 %, bien qu'elle soit influencée par les choix politiques. Les perspectives pour 2025 sont incertaines en raison des tensions commerciales et fiscales, tandis que la Fed prévoit deux baisses de taux pour soutenir l'économie face aux risques inflationnistes.

**Chine – Fin d'année robuste, année 2025 incertaine**
En 2025, l'économie chinoise fait face à des perspectives incertaines malgré une production industrielle solide (+5,4 % en novembre 2024) et une reprise dans la construction. Les ventes au détail ralentissent, tandis que le secteur immobilier reste en crise avec une forte contraction des investissements et une baisse des prix des logements anciens. L'inflation demeure faible (+0,3 % en octobre), reflétant des pressions déflationnistes. Les autorités poursuivent des politiques accommodantes et misent sur les secteurs de pointe pour stimuler la croissance, mais la demande intérieure fragile et les tensions commerciales, notamment avec les États-Unis, freinent l'économie. La croissance prévue pour 2025 est d'environ 4,5 %, en baisse par rapport à 2024

Envoyé en préfecture le 03/04/2025
Reçu en préfecture le 03/04/2025
Publié le
ID : 076-217606177-20250402-D05042025-DE

**Japon – Pas de hausse des taux pour la fin d'année 2024**
La Banque du Japon a maintenu son taux directeur à 0,25 % en décembre 2024, adoptant une approche prudente face aux incertitudes économiques. L'inflation a augmenté à 2,9 % en novembre, principalement en raison de la hausse des prix alimentaires et énergétiques, tandis que l'inflation sous-jacente reste modérée à 2,7 %. Les salaires réguliers progressent (+4,8 % en octobre), mais les perspectives économiques restent fragiles, notamment en raison des tensions commerciales avec les États-Unis. Les indicateurs PMI montrent une légère amélioration en décembre, avec une reprise dans les services mais une faiblesse persistante dans le secteur manufacturier. La BoJ pourrait ajuster sa politique monétaire en 2025 si les données économiques et salariales confirment une tendance favorable.

**Pays émergents – À l'aune d'une sortie de crise en Argentine**
En décembre 2024, les PMI manufacturiers montrent des trajectoires contrastées : l'Inde reste à un haut niveau (56,4), tandis que le Brésil recule à 50,4, proche du seuil d'expansion. L'Asie hors Chine est quasi-stable (51,1), la Russie diminue légèrement (50,8), et la Turquie s'améliore mais reste sous 50 (49,1). L'Argentine retrouve la croissance au T3 (+3,9 %), portée par un rebond de la demande intérieure. L'inflation progresse au Brésil (4,9 % en novembre) et en Russie (8,9 %), tandis qu'elle diminue en Inde (5,5 %) et reflue doucement en Turquie (44,4 %). En Argentine, l'hyperinflation baisse à 144 %, marquant une amélioration. Le réal brésilien s'est fortement déprécié en 2024 (-25 %), atteignant 6,34 contre le dollar avant de se stabiliser à 6,15 début 2025. Face aux pressions inflationnistes, le Brésil a relevé son taux directeur à 12,25 %. En Russie, il reste élevé à 21 %, tandis que le Mexique l'a abaissé à 10 %.

## 2. Zone Euro : une croissance faible et hétérogène

En 2024, la zone euro affiche une croissance modérée (+0,8 % pour l'année et +0,4 % au T3), avec des performances hétérogènes entre pays : l'Espagne surperforme (+0,8 % T/T), la France bénéficie d'un effet temporaire lié aux Jeux Olympiques (+0,4 % T/T), tandis que l'Allemagne évite de justesse la récession (+0,2 % T/T) et l'Italie stagne. L'inflation remonte à 2,3 % en décembre, portée par les services (+4 %) et les prix alimentaires (+2,7 %), tandis que les prix industriels progressent faiblement (+0,5 %). La BCE a abaissé ses taux directeurs à 3,00 %, prévoyant une modération de l'inflation (2,1 % en 2025) et une croissance limitée (1,1 % en 2025). Les tensions commerciales liées à l'élection de D. Trump pourraient aggraver ces perspectives. Enfin, le marché du travail reste stable avec un chômage bas (6,3 %) malgré un léger recul de l'emploi industriel.

**Royaume-Uni – Une économie à l'arrêt entre inflation persistante et politique monétaire prudente**
En décembre, l'indice PMI manufacturier au Royaume-Uni a chuté à 47, reflétant une contraction rapide due à une baisse de la production, des commandes et des exportations, aggravée par une demande européenne faible. L'indice PMI des services progresse légèrement à 51,4, indiquant une reprise modérée. En octobre, le PIB s'est contracté de 0,1 %, avec des reculs dans la production manufacturière (-0,6 %) et la construction (-0,4 %), tandis que les services stagnent. Les salaires augmentent de 5,2 % sur trois mois en variation annuelle. L'inflation continue de rebondir, atteignant 2,6 % en novembre, avec une inflation sous-jacente élevée à 3,5 %. La Banque d'Angleterre maintient son taux directeur à 4,75 %, adoptant une approche restrictive pour contenir l'inflation des services et prévoit une croissance nulle au T4. Elle ajustera sa politique monétaire selon l'évolution économique pour atteindre l'objectif d'inflation de 2 %.

## 3. La France : incertitudes économiques et instabilité politique

En 2024, la croissance du PIB en France atteint 1,1 %, soutenue au troisième trimestre par un effet temporaire lié aux Jeux Olympiques (+0,25 point), mais un contrecoup est attendu au quatrième trimestre (-0,1 %). Pour 2025, la croissance devrait ralentir à 0,9 %, en raison d'une impulsion budgétaire négative liée à un effort de réduction du déficit public, qui atteindrait 5,4 % du PIB. Malgré ces contraintes, les retombées des JO pourraient offrir des effets économiques à plus long terme.

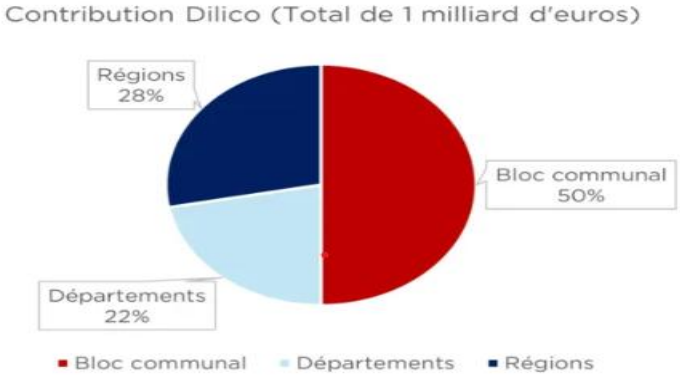
**L'inflation française à 2,3 % en 2024 et 1,7 % en 2025.**
En octobre 2024, l'inflation française (IPCH) s'est légèrement accrue à 1,5 % sur un an, après 1,4 % en septembre, avec une baisse des prix des services et une inflation énergétique en territoire négatif. Les prix alimentaires et manufacturés se stabilisent. Bien que l'inflation devrait se redresser légèrement en fin d'année, elle resterait inférieure à 2 %. Le gouvernement Bayrou vise une réduction ambitieuse du déficit public à 5,4 % du PIB en 2025, mais l'absence de majorité à l'Assemblée nationale rend cet objectif incertain. Une nouvelle trajectoire budgétaire est en préparation pour renforcer la crédibilité financière du pays.

Envoyé en préfecture le 03/04/2025
Reçu en préfecture le 03/04/2025
Publié le
ID : 076-217606177-20250402-D05042025-DE

En décembre 2024, le climat des affaires en France se dégrade pour le troisième mois consécutif, atteignant 94, bien en dessous de sa moyenne de longue période (100). Cette baisse, généralisée dans tous les secteurs sauf l'industrie où il reste stable à un bas niveau (97), reflète une diminution des perspectives d'activité et de demande. L'indicateur est compatible avec une croissance annuelle du PIB à peine positive, laissant entrevoir une situation économique fragilisée.
Depuis l'été 2024, le nombre de demandeurs d'emploi en France augmente fortement, atteignant 2,935 millions en catégorie A (+139 000 entre août et novembre) et 5,208 millions en catégories A, B et C. Cette hausse reflète une prudence accrue des entreprises dans leurs embauches, exacerbée par la fin de l'effet Jeux Olympiques.
En décembre, l'inflation reste stable à 1,3 % sur un an, avec des prix alimentaires stables et une légère baisse des produits manufacturés. Les prix des services continuent de progresser (+2,3 %), tandis que les prix de l'énergie cessent leur recul annuel. La confiance des ménages se détériore fortement en décembre, notamment sur leurs perspectives financières et le chômage. Les investissements restent dégradés, freinés par une faible demande et des conditions de financement difficiles malgré la détente des taux de la BCE. Enfin, le déficit public a dérapé en 2024 à 6,1 % du PIB, marquant un deuxième dépassement consécutif après 5,5 % en 2023.

## 4. Le Projet de Loi de Finances (PLF) 2025

Le projet de loi de finances 2025 a été élaboré dans un contexte d'instabilité politique, marqué par la motion de censure contre le gouvernement Barnier en fin 2024. Une loi spéciale promulguée le 20 décembre 2024 a permis de garantir la continuité des services publics jusqu'à l'adoption définitive du budget en février 2025. Ce PLF vise un redressement des comptes publics avec un déficit prévu à 5,4 % du PIB et une croissance morose (+0,9 %). Les collectivités territoriales sont particulièrement affectées par des mesures d'économie, estimées à 5,5 milliards d'euros, malgré quelques contreparties comme une hausse de la DGF (+150 M€) et des ajustements fiscaux. Toutefois, ces compensations restent limitées face aux contraintes budgétaires accrues et aux incertitudes économiques persistantes.




Le dispositif Dilico, introduit dans la loi de finances 2025, remplace le fonds de réserve initialement prévu et vise à prélever 1 milliard d'euros sur plus de 2 000 collectivités, répartis entre communes, intercommunalités, départements et régions. Ce mécanisme repose sur un indicateur synthétique intégrant le potentiel fiscal, le revenu par habitant et un indice de fragilité sociale, avec un prélèvement plafonné à 2 % des recettes réelles de fonctionnement (RRF). Bien que certaines collectivités soient exonérées (notamment les bénéficiaires de dotations spécifiques comme la DSU), ce dispositif suscite des critiques en raison de son impact budgétaire, notamment pour les collectivités fortement dépendantes des ressources fiscales gelées. Par ailleurs, les montants prélevés seront redistribués sur trois ans, déduction faite d'une contribution au fonds de péréquation.
Le gel de la TVA compensatoire (1,2 milliard d'euros) et la baisse du Fonds vert aggravent les contraintes financières des collectivités, limitant leur capacité d'investissement dans un contexte déjà tendu.

**Évaluation des PSR de l'État au profit des collectivités territoriales en 2025**
En 2025, les prélèvements sur recettes (PSR) de l'État en faveur des collectivités s'élèvent à 44,2 milliards d'euros, marquant une baisse par rapport à 2024. Cette diminution s'explique par la stabilisation de la DGF, la réduction du FCTVA (-258 M€), la minoration des variables d'ajustement (-487 M€) et la fin du soutien exceptionnel aux collectivités pour les prix de l'énergie (-400 M€). Par ailleurs, la compensation liée à la baisse des valeurs locatives des locaux industriels progresse (+274 M€). Ces ajustements reflètent une volonté de maîtrise budgétaire dans un contexte de réduction globale des dépenses publiques, mais ils accentuent les contraintes financières pesant sur les collectivités locales.

Envoyé en préfecture le 03/04/2025
Reçu en préfecture le 03/04/2025
Publié le
ID : 076-217606177-20250402-D05042025-DE

| *A périmètre courant* | PLF 2025 (en milliers €) | LFI 2024 (en milliers €) | Evolution PLF 2025 / LFI 2024 |
|---|---|---|---|
| Dotation globale de fonctionnement (DGF) | 27 244 687 | 27 245 046 | 0,0% |
| Dotation spéciale pour le logement des instituteurs (DSI) | 4 253 | 4 753 | -10,5% |
| Dotation de compensation des pertes de bases de la taxe prefessionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements | 30 000 | 30 000 | 0,0% |
| Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) | 6 846 000 | 7 104 000 | -3,6% |
| Compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale | 710 857 | 664 115 | 7,0% |
| Dotation élu local (DEL) | 123 506 | 123 506 | 0,0% |
| Collectivité territoriale de Corse | 42 947 | 42 947 | 0,0% |
| Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion (FMDI) | 431 738 | 431 738 | 0,0% |
| Dotation départementale d'équipement des collèges (DDEC) | 326 317 | 326 317 | 0,0% |
| Dotation régionale d'équipement scolaire (DRES) | 661 186 | 661 186 | 0,0% |
| Dotation globale de construction et d'équipement scolaire (DGES) | 2 686 | 2 686 | 0,0% |
| Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) | 2 411 320 | 2 840 214 | -15,1% |
| Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale (DTCE) | 378 004 | 378 004 | 0,0% |
| Dotation de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les EPCI percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants | 4 000 | 4 000 | 0,0% |
| Dotation de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte | 107 000 | 107 000 | 0,0% |
| Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires | 6 822 | 6 822 | 0,0% |
| Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle (FDPTP) | 214 278 | 272 278 | -21,3% |
| Compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport | 48 021 | 48 021 | 0,0% |
| Collectivité territoriale de Guyane | 27 000 | 27 000 | 0,0% |
| Régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage | 122 559 | 122 559 | 0,0% |
| Dotation globale d'autonomie de la Polynésie française | 90 552 | 90 552 | 0,0% |
| Compensation de la réduction de 50 % des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels | 4 291 099 | 4 016 620 | 6,8% |
| Compensation des communes et EPCI contributeurs au Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) subissant une perte de base de CFE | 3 000 | 3 000 | 0,0% |
| Compensation de la réforme 2023 de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les EPCI percevant la TH sur les logements vacants | 33 366 | 24 700 | 35,1% |
| Communes nouvelles | 24 400 | 17 600 | 38,6% |
| Compensation et du lissage des pertes exceptionnelles de recettes de taxe foncière sur les propriétés bâties | 3 300 | 3 300 | 0,0% |
| Soutien exceptionnel 2023 pour les collectivités territoriales face à la croissance des prix de l'énergie | | 400 000 | -100,0% |
| Abondement du fonds de sauvegarde des départements pour l'année 2024 | | 52 862 | -100,0% |
| Compensation des pertes de recettes résultant de l'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) | | 7 000 | -100,0% |
| **TOTAL des prélèvements sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales** | **44 188 898** | **45 057 826** | **-1,9%** |

*Source : PLF 2025*

**Modulation des conditions d'attribution du FCTVA**

En 2025, le Fonds de compensation pour la TVA (FCTVA) subit une réduction significative, avec un taux abaissé de 16,404 % à 14,850 %, entraînant une diminution de 258 millions d'euros. Cette réforme recentre le FCTVA sur les dépenses d'investissement public local, excluant désormais les dépenses de fonctionnement telles que l'entretien des bâtiments publics, de la voirie et des réseaux. Certaines dépenses informatiques en nuage restent compensées à un taux réduit de 5,6 % pour les réalisations antérieures à 2025. Ces ajustements limitent la capacité des collectivités à obtenir des remboursements sur des dépenses essentielles, aggravant leurs contraintes budgétaires dans un contexte économique déjà difficile.

**Nette diminution du fonds vert par rapport à 2024**

Le PLF prévoyait que le fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires, appelé aussi fonds vert, soit de 1 milliard € en 2025.
Pour rappel, il était de 2,5 milliards € en 2024 et 2 milliards € en 2023, année de création du fonds.

**Répartition du FPIC**

Le calcul des indicateurs financiers utilisés pour la répartition du fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) a été modifié (article 240 de la LFI 2024) en remplaçant le produit de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) perçu par le bloc communal par la fraction de TVA perçue en compensation de la suppression de cet impôt.
Il serait inclus que cette fraction de TVA dans les ressources fiscales agrégées servent de référence pour l'application éventuelle d'un plafonnement du prélèvement du FPIC et rend cette mesure applicable à la répartition du fonds effectuée en 2024.
Il est à souligner que la CC Interco Normandie Sud Eure voit depuis deux ans une diminution de 5% appliqué par l'État sur le fond alloué.

**Gel des fractions de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) au titre de 2025 affectées aux collectivités locales**

Au fil des années, les collectivités locales ont perçu des fractions de TVA nationale en lieu et place de la perception d'impôts locaux (cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, taxe d'habitation sur les résidences principales) ou de dotation (DGF des régions).
La compensation prend la forme d'une fraction de TVA nationale figée qui donne lieu à un montant reversé chaque année en fonction du montant de TVA nationale.
Il serait proposé que la fraction de TVA versée à chaque collectivité locale au titre de l'année 2025 soit exceptionnellement égale au montant perçu en 2024 (après régularisation). Ainsi la dynamique de la TVA est conservée sur le budget de l'État pour associer les collectivités locales à l'effort de redressement des comptes.

Envoyé en préfecture le 03/04/2025
Reçu en préfecture le 03/04/2025
Publié le
ID : 076-217606177-20250402-D05042025-DE

**Effet de la fraction de correction du potentiel fiscal et du potentiel financier et de l'effort fiscal**

Les lois de finances 2021 et 2022 ont introduit des fractions de correction pour ajuster progressivement les indicateurs financiers des collectivités, comme le potentiel fiscal et l'effort fiscal, afin de neutraliser les effets des réformes fiscales (suppression de la taxe d'habitation et réduction des bases des locaux industriels). Ces fractions, initialement prévues à 60 % pour 2025, ont été fixées à 80 % dans le PLF 2025 pour l'effort fiscal des communes. Ce mécanisme vise à atténuer les variations brutales des dotations mais pourrait entraîner des impacts négatifs sur certaines collectivités, notamment avec le gel de la DGF prévu en 2025. L'application intégrale du nouveau mode de calcul est attendue pour 2028.

**Report de la suppression de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)**

La suppression de la CVAE, initialement prévue pour 2024, a été reportée à 2030, avec un maintien du taux actuel de 0,28 % jusqu'en 2027, suivi d'une réduction progressive (0,19 % en 2028 et 0,09 % en 2029). Depuis 2023, les collectivités locales ne perçoivent plus cette cotisation, remplacée par une fraction de TVA nationale pour compenser leurs pertes. Ce report allège temporairement la charge fiscale des entreprises mais limite les recettes dynamiques des collectivités, accentuant leur dépendance à la TVA, dont l'évolution reste incertaine dans un contexte de faible croissance économique.

## 5. Le contexte social, démographique et économique de la Commune de Saint-Martin-du-Vivier

Les principaux ratios (source INSEE recensement de la population) sont les suivants concernant la commune de Saint Martin du Vivier :

| Population | France entière (1) | France métropolitaine (1) | Région : Normandie (28) | EPCI : 7344 Rouen Normandie (200023414) | Commune : Saint-Martin-du-Vivier (76617) |
|---|---|---|---|---|---|
| Population en 2021 | 67 408 052 | 65 505 213 | 3 327 966 | 497 225 | 1 672 |
| Densité de la population (nombre d'habitants au km²) en 2021 | 106,5 | 120,4 | 111,4 | 749,0 | 334,4 |
| Superficie en 2021, en km² | 632 702,3 | 543 908,3 | 29 875,1 | 663,8 | 5,0 |
| Variation de la population : taux annuel moyen entre 2015 et 2021, en % | 0,3 | 0,3 | −0,1 | 0,3 | 0,1 |
| *dont variation due au solde naturel : taux annuel moyen entre 2015 et 2021, en %* | *0,2* | *0,2* | *0,0* | *0,3* | *−0,0* |
| *dont variation due au solde apparent des entrées sorties : taux annuel moyen entre 2015 et 2021, en %* | *0,1* | *0,1* | *−0,1* | *−0,0* | *0,1* |
| Nombre de ménages en 2021 | 30 528 367 | 29 749 353 | 1 524 634 | 239 666 | 706 |
| *Sources : Insee, RP2015 et RP2021 exploitations principales en géographie au 01/01/2024* | | | | | |
| | | | | | |
| Naissances domiciliées en 2023 | 676 643 | 638 404 | 30 291 | 5 161 | 9 |
| Décès domiciliés en 2023 | 637 067 | 621 686 | 35 651 | 4 675 | 12 |
| *Avertissement : Contrairement aux autres données de cette page, le niveau France contient les données de Mayotte.* | | | | | |
| *Source : Insee, état civil en géographie au 01/01/2024* | | | | | |

Envoyé en préfecture le 03/04/2025
Reçu en préfecture le 03/04/2025
Publié le
ID : 076-217606177-20250402-D05042025-DE

## POP T0 - Population par grandes tranches d'âges

| Âge | 2010 | % | 2015 | % | 2021 | % |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Ensemble** | **1 740** | **100,0** | **1 664** | **100,0** | **1 672** | **100,0** |
| 0 à 14 ans | 332 | 19,1 | 255 | 15,3 | 249 | 14,9 |
| 15 à 29 ans | 206 | 11,8 | 214 | 12,9 | 203 | 12,1 |
| 30 à 44 ans | 242 | 13,9 | 198 | 11,9 | 206 | 12,3 |
| 45 à 59 ans | 466 | 26,8 | 417 | 25,1 | 361 | 21,6 |
| 60 à 74 ans | 370 | 21,3 | 411 | 24,7 | 463 | 27,7 |
| 75 ans ou plus | 124 | 7,1 | 169 | 10,2 | 190 | 11,4 |

Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations principales, géographie au 01/01/2024.

## POP T1 - Population en historique depuis 1968

| | 1968(*) | 1975(*) | 1982 | 1990 | 1999 | 2010 | 2015 | 2021 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Population | 569 | 920 | 1 369 | 1 445 | 1 484 | 1 740 | 1 664 | 1 672 |
| Densité moyenne (hab/km²) | 113,8 | 184,0 | 273,8 | 289,0 | 296,8 | 348,0 | 332,8 | 334,4 |

(*) 1967 et 1974 pour les DOM
Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2024.
Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombrements, RP2010 au RP2021 exploitations principales.

### POP T2M - Indicateurs démographiques en historique depuis 1968

| Indicateurs démographiques | 1968 à 1975 | 1975 à 1982 | 1982 à 1990 | 1990 à 1999 | 1999 à 2010 | 2010 à 2015 | 2015 à 2021 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Variation annuelle moyenne de la population en % | 7,1 | 5,8 | 0,7 | 0,3 | 1,5 | -0,9 | 0,1 |
| *due au solde naturel en %* | *0,5* | *0,6* | *0,4* | *0,3* | *0,4* | *-0,0* | *-0,0* |
| *due au solde apparent des entrées sorties en %* | *6,6* | *5,2* | *0,3* | *-0,0* | *1,1* | *-0,9* | *0,1* |
| Taux de natalité (‰) | 10,4 | 8,4 | 7,9 | 7,8 | 8,4 | 4,1 | 5,9 |
| Taux de mortalité (‰) | 5,1 | 1,9 | 4,3 | 4,7 | 4,5 | 4,4 | 6,1 |

Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2024.
Sources : Insee, RP1968 à 1999 dénombrements, RP2010 au RP2021 exploitations principales - État civil.

Envoyé en préfecture le 03/04/2025
Reçu en préfecture le 03/04/2025
Publié le
ID : 076-217606177-20250402-D05042025-DE

| Logement | France entière (1) | France métropolitaine (1) | Région : Normandie (28) | EPCI : 7344 Rouen Normandie (200023414) | Commune : Saint-Martin-du-Vivier (76617) |
|---|---|---|---|---|---|
| Nombre total de logements en 2021 | 37 155 918 | 36 207 364 | 1 856 327 | 264 996 | 730 |
| Part des résidences principales en 2021, en % | 82,2 | 82,2 | 82,1 | 90,4 | 96,7 |
| Part des résidences secondaires (y compris les logements occasionnels) en 2021, en % | 9,7 | 9,8 | 10,0 | 1,6 | 0,6 |
| Part des logements vacants en 2021, en % | 8,1 | 8,0 | 7,9 | 7,9 | 2,8 |
| Part des ménages propriétaires de leur résidence principale en 2021, en % | 57,5 | 57,7 | 58,6 | 43,7 | 93,5 |

*Source : Insee, RP2021 exploitation principale en géographie au 01/01/2024*

## LOG T1 - Évolution du nombre de logements par catégorie en historique depuis 1968

| Catégorie de logement | 1968(*) | 1975(*) | 1982 | 1990 | 1999 | 2010 | 2015 | 2021 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Ensemble** | **181** | **283** | **423** | **486** | **549** | **672** | **679** | **730** |
| Résidences principales | 168 | 262 | 398 | 468 | 526 | 657 | 667 | 706 |
| Résidences secondaires et logements occasionnels | 8 | 13 | 1 | 5 | 6 | 3 | 4 | 4 |
| Logements vacants | 5 | 8 | 24 | 13 | 17 | 12 | 8 | 20 |

## LOG T2 - Catégories et types de logements

| Catégorie ou type de logement | 2010 | % | 2015 | % | 2021 | % |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Ensemble** | **672** | **100,0** | **679** | **100,0** | **730** | **100,0** |
| Résidences principales | 657 | 97,8 | 667 | 98,2 | 706 | 96,7 |
| Résidences secondaires et logements occasionnels | 3 | 0,4 | 4 | 0,6 | 4 | 0,6 |
| Logements vacants | 12 | 1,8 | 8 | 1,2 | 20 | 2,8 |
| | | | | | | |
| *Maisons* | *668* | *99,4* | *674* | *99,3* | *719* | *98,5* |
| *Appartements* | *4* | *0,6* | *5* | *0,7* | *8* | *1,1* |

| Revenus | France entière (1) | France métropolitaine (1) | Région : Normandie (28) | EPCI : 7344 Rouen Normandie (200023414) | Commune : Saint-Martin-du-Vivier (76617) |
|---|---|---|---|---|---|
| Nombre de ménages fiscaux en 2021 | | 28 280 168 | 1 456 907 | 213 844 | 680 |
| Part des ménages fiscaux imposés en 2021, en % | | 53,4 | 50,7 | 51,3 | |
| Médiane du revenu disponible par unité de consommation en 2021, en euros | | 23 080 | 22 480 | 22 070 | 36 360 |
| Taux de pauvreté en 2021, en % | | 14,9 | 13,7 | 18,2 | |

*Avertissement : Pour des raisons de secret statistique, certains indicateurs peuvent ne pas être renseignés. A cause de l'absence de données de certains DOM, le niveau France n'est pas disponible (voir les données niveau France métropolitaine).*

*Sources : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-Ccmsa, Fichier localisé social et fiscal en géographie au 01/01/2024*

Envoyé en préfecture le 03/04/2025
Reçu en préfecture le 03/04/2025
Publié le
ID : 076-217606177-20250402-D05042025-DE

## REV T1 - Ménages fiscaux de l'année 2021

| Indicateur sur les ménages fiscaux | 2021 |
|---|---|
| Nombre de ménages fiscaux | 680 |
| Nombre de personnes dans les ménages fiscaux | 1 730 |
| Médiane du revenu disponible par unité de consommation (en euros) | 36 360 |
| Part des ménages fiscaux imposés (en %) | |

| Emploi – Chômage au sens du recensement | France entière (1) | France métropolitaine (1) | Région : Normandie (28) | EPCI : 7344 Rouen Normandie (200023414) | Commune : Saint-Martin-du-Vivier (76617) |
|---|---|---|---|---|---|
| Emploi total (salarié et non salarié) au lieu de travail en 2021 | 27 368 147 | 26 751 149 | 1 294 887 | 231 424 | 294 |
| *dont part de l'emploi salarié au lieu de travail en 2021, en %* | *86,3* | *86,4* | *87,6* | *91,0* | *89,2* |
| Variation de l'emploi total au lieu de travail : taux annuel moyen entre 2015 et 2021, en % | 0,7 | 0,6 | 0,2 | 0,5 | 5,5 |
| Taux d'activité des 15 à 64 ans en 2021 | 74,7 | 74,9 | 74,2 | 71,6 | 71,8 |
| Taux de chômage des 15 à 64 ans en 2021 | 12,1 | 11,7 | 11,8 | 14,8 | 6,5 |

*Sources : Insee, RP2015 et RP2021 exploitations principales en géographie au 01/01/2024*

## DEN T1 - Créations d'entreprises par secteur d'activité et forme légale en 2023

| Secteur d'activité | Entreprises créées (Nombre) | Dont Entreprise individuelle (%) | Dont Société à responsabilité limitée (%) | Dont Société par actions simplifiée (%) | Dont Autres sociétés (%) |
|---|---|---|---|---|---|
| **Ensemble** | **26** | **34,6** | **26,9** | **34,6** | **3,8** |
| Industrie manufacturière, industries extractives et autres | 2 | 50,0 | 0,0 | 50,0 | 0,0 |
| Construction | 1 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 |
| Commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration | 4 | 25,0 | 50,0 | 25,0 | 0,0 |
| Information et communication | 0 | | | | |
| Activités financières et d'assurance | 2 | 50,0 | 0,0 | 50,0 | 0,0 |
| Activités immobilières | 3 | 0,0 | 100,0 | 0,0 | 0,0 |
| Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien | 12 | 33,3 | 16,7 | 50,0 | 0,0 |
| Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale | 1 | 100,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Arts, divertissement et loisirs ; autres activités de services ; activités des ménages, des organismes et organisations extraterritoriaux | 1 | 100,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |

Champ : activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, Système d'information sur la démographie d'entreprises (SIDE) en géographie au 01/01/2024.

Envoyé en préfecture le 03/04/2025
Reçu en préfecture le 03/04/2025
Publié le
ID : 076-217606177-20250402-D05042025-DE

# Présentation brève du compte financier unique 2024 du budget principal

Les comptes administratifs retracent l'ensemble des dépenses et recettes de l'année 2022.

## I. Compte financier unique 2024 du budget principal

À la clôture de l'exercice 2024, le compte financier unique du budget principal fait apparaître un résultat global de **1 867 509,53 €** se décomposant comme suit :

- Excédent de fonctionnement cumulé : **1 495 472,35 €**
- Excédent d'investissement cumulé : **372 037,18 €**
- Résultat cumulé : **1 867 509,53 €**

Les résultats de clôture de l'exercice sont détaillés ci-après :

| En euros | Fonctionnement | Investissement | Total Général |
|---|---|---|---|
| **Recettes** | 1 811 772,49 € | 125 885,83 € | **1 937 658,32 €** |
| **Dépenses** | 1 477 412,33 € | 332 731,73 € | **1 810 144,06 €** |
| **Résultat (rec. – dép.)** | **334 360,16 €** | **-206 845,90 €** | **127 514,26 €** |
| **Reprise résultat exercice antérieur** | **1 161 112,19 €** | **621 197,58 €** | **1 782 310,27€** |
| **Restes à réaliser** | **-** | **- 42 314,50 €** | **-42 314,50 €** |
| **Résultat cumulé** | **1 495 472,35 €** | **372 037,18 €** | **1 867 509,53€** |

### *DEPENSES DE FONCTIONNEMENT*

| Chapitres | Libellé | CA 2023 | CFU 2024 | Evolution 2023/2024 (en %) |
|---|---|---|---|---|
| **Opérations réelles** | | | | |
| **011** | **Charges à caractère général** | 387 311,11 € | **462 787,92 €** | **19.49%** |
| **012** | **Charges de personnel et frais assimilés** | 697 823,36 € | **743 715,79 €** | **6.58%** |
| **014** | **Atténuations de produits** | 195 089,00 € | **194 741,00 €** | -0.18% |
| **65** | **Autres charges de gestion courante** | 75 657,69 € | **74 756,07€** | -1.19% |
| **656** | **Frais de fonctionnement des groupes élus** | 0 € | **0 €** | 0% |
| **66** | **Charges financières** | 0 € | **0 €** | 0% |
| **67** | **Charges exceptionnelles** | 0 € | **0 €** | 0% |
| **68** | **Dotation provisions semi-budgétaires** | 0 € | **0 €** | 0% |
| **022** | **Dépenses imprévues** | 0 € | **0 €** | 0% |
| ***Sous-total mouvements réels*** | | *1 355 881,16 €* | ***1 476 000,78 €*** | ***8.86%*** |
| **Opérations d'ordre** | | | | |
| **023** | **Virement à la section d'investissement** | 0 € | 0 € | 0 % |
| **042** | **Opération ordre transf. entre section** | 21 270,98 € | 1 411,55 € | -93.37 % |
| **043** | **Opération ordre transf. entre section** | 0 € | 0 € | 0 % |
| ***Sous-total mouvement d'ordre*** | | ***21 270,98 €*** | ***1 411,55 €*** | ***-93.37 %*** |
| **TOTAL GENERAL** | | **1 377 152,14 €** | **1 477 412,33 €** | **7.28%** |

| | | |
|---|---|---|
| **D 002** | **Déficit de fonctionnement reporté N-1** | **0 €** |

Les postes de dépenses globales ont augmenté de 7,28% entre les exercices 2023 et 2024.

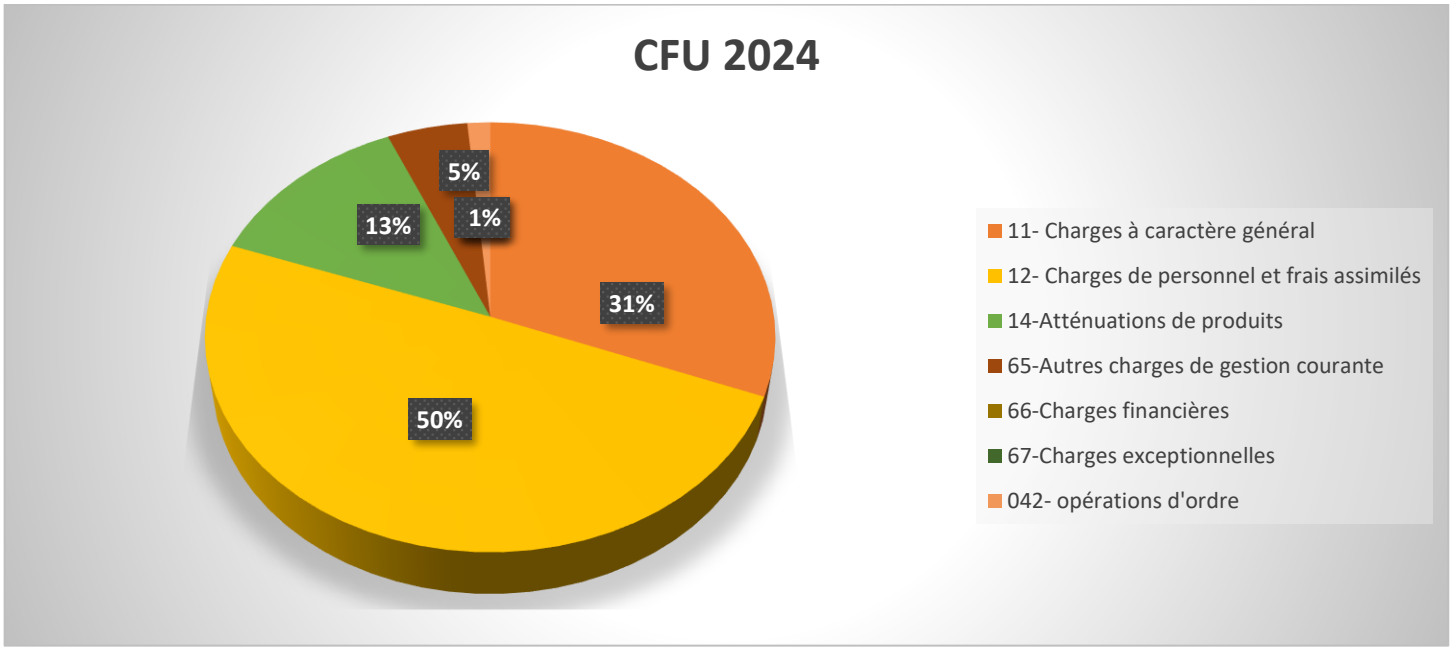
Envoyé en préfecture le 03/04/2025
Reçu en préfecture le 03/04/2025
Publié le
ID : 076-217606177-20250402-D05042025-DE

Toutefois, il est nécessaire de souligner la bonne gestion des charges courantes au cours de l'exercice 2024.

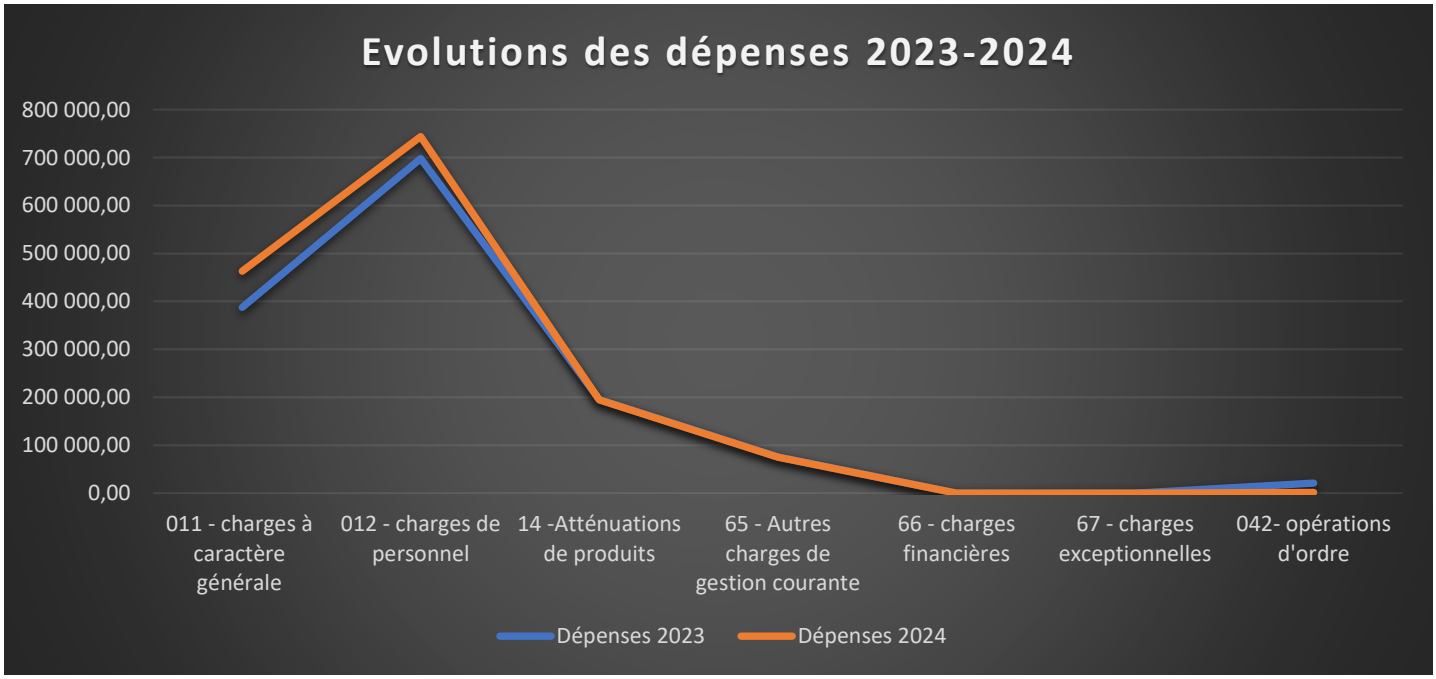
Les charges à caractère générale présentent une hausse de 19,49%, en raison de l'augmentation des effectifs scolaires, péri et extrascolaires depuis deux ans, l'inflation des coûts énergétiques.

Les frais de personnel augmentent de 6,58% entre les deux exercices, en raison de l'augmentation du point d'indice pour les fonctionnaires applicables depuis le 1er juillet 2023 ; ce qui a eu un effet report sur l'exercice 2024, ainsi que la revalorisation du SMIC mais également lié à l'augmentation des effectifs scolaires et périscolaires qui nécessite du personnel d'encadrement. La commune veille à la maîtrise des dépenses en masse salariale.

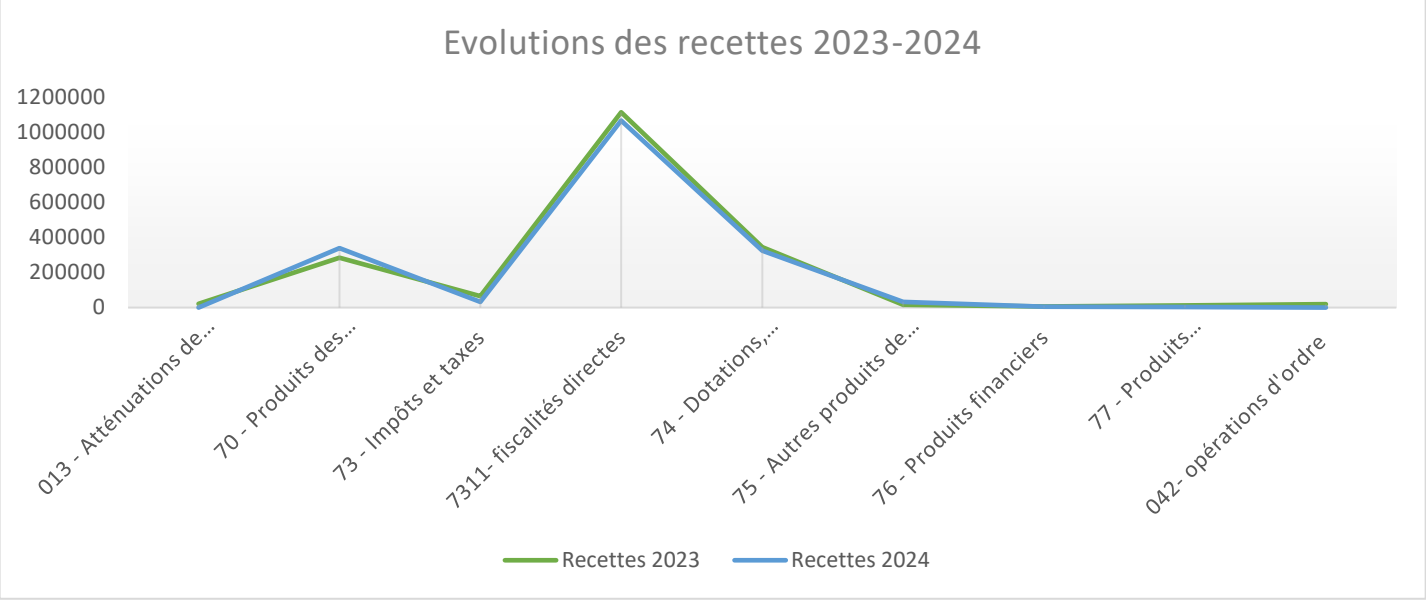
Le chapitre 65 a connu une légère baisse entre les deux exercices.




Les évolutions de dépenses et de recettes entre le CA 2023 et CFU 2024 du budget principal sont exposées dans le graphique ci-dessous :



Envoyé en préfecture le 03/04/2025
Reçu en préfecture le 03/04/2025
Publié le
ID : 076-217606177-20250402-D05042025-DE




## *RECETTES DE FONCTIONNEMENT*

| Chapitres | Libellé | CA 2023 | CFU 2024 | Evolution 2023/2024 (en %) |
|---|---|---|---|---|
| | | | | |
| **013** | **Atténuations de charges** | 21 965,19 € | **7 343,02€** | **-66.57%** |
| **70** | **Produits des services, du domaine et ventes** | 284 220,75 € | **339 337,05 €** | **19.39%** |
| **73** | **Impôts et taxes** | 65 942,00 € | **32 466,00 €** | **-50.77%** |
| **731** | **Fiscalités locales** | 1 115 377,91 € | **1 068 116,46 €** | **-4.24%** |
| **74** | **Dotations, subventions et participations** | 344 709,21 € | **324 521,55 €** | **-5.86%** |
| **75** | **Autres produits de gestion courante** | 16 306,31€ | **32 243,91 €** | **97.74%** |
| **76** | **Produits financiers** | 6 156,00 € | **4 571,00 €** | **-25.75%** |
| **77** | **Produits exceptionnels/spécifiques** | 12 457,28 € | **3 173,50 €** | **-74.53%** |
| ***Sous-total mouvements réels*** | | ***1 867 134,65 €*** | ***1 811 772,49 €*** | ***-2.97%*** |
| **Opérations d'ordre** | | | | |
| | | | | |
| **042** | **Opération ordre transf. entre sections** | 19 810,40 € | **0 €** | **-100%** |
| **043** | **Opération ordre intérieur de la section** | 0 € | 0 € | **0%** |
| ***Sous-total mouvement d'ordre*** | | *19 810,40 €* | ***0 €*** | ***-100%*** |
| **TOTAL GENERAL** | | **1 886 945,05 €** | **1 811 772,49 €** | **-3.98%** |

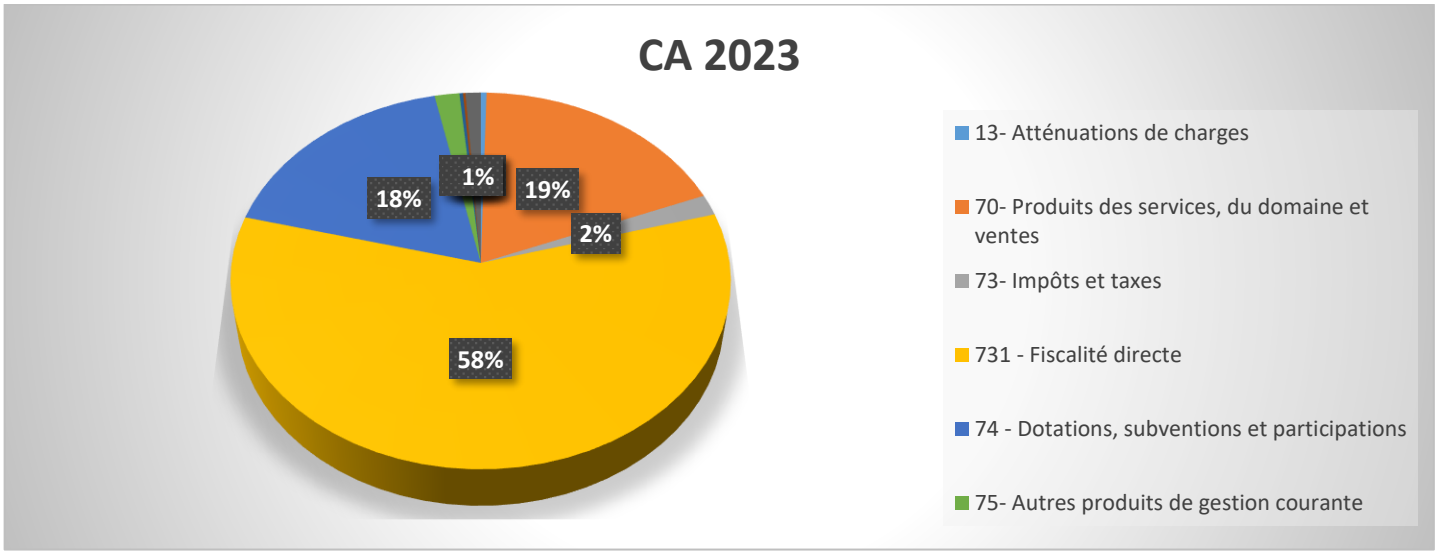
| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **R002** | **Résultat d'exploitation positif reporté N-1** | **749 299,56 €** | **1 161 112,19 €** | **54.96%** |

Les recettes se stabilisent légèrement à la baisse en 2024 en partie due à la fiscalité directe, aux atténuations de charges ainsi qu'aux produits exceptionnels. Il est important de souligner que les produits de service continuent à progresser à hauteur de 19,39% en lien avec la fréquentation des enfants à la restauration et au centre de loisirs ; effet lié à l'augmentation des effectifs.

Il convient de retenir également :

- L'excédent reporté N-1, reste favorable à la commune en raison de l'excédent de l'ancien budget annexe du lotissement « la Ferme »,

Envoyé en préfecture le 03/04/2025
Reçu en préfecture le 03/04/2025
Publié le
ID : 076-217606177-20250402-D05042025-DE




## *DEPENSES D'INVESTISSEMENT*

| Dépenses d'investissements (en €) | CA 2023 | CFU 2024 | Evolution 2023/2024 (en %) |
|---|---|---|---|
| Emprunts et dettes assimilés (16) | 0 € | **0 €** | 0% |
| Dotations, fonds divers et réserves (10) | 0 € | **0 €** | 0% |
| Bois communal (103) | 0 € | **41 700 €** | 100% |
| Mairie (104) | 831 € | **43 644,44 €** | 5151.99% |
| Ecole (105) | 4 404,43 € | **2 754,24 €** | -37.47% |
| Salle des fêtes (106) | 32 678,42 € | **113 002,85 €** | 245.8% |
| Eglise (107) | 0 € | **0 €** | 0% |
| Voirie et aménagements (108) | 99 872,88 € | **33 705,60 €** | -66.25% |
| Cimetière (109) | 36 764,40 € | **17 998 €** | -51.04% |
| Restauration et bâtiments (111) | 34 229,18 € | **25 566,74 €** | -25.31% |
| Acquisition matériel (114) | 540 € | **54 359,86 €** | 9966.48% |
| Opération d'ordre (040) | 19 810,40 € | **0 €** | -100% |
| **TOTAL GENERAL** | **229 130,71 €** | **332 731,73 €** | **45.21%** |

## *RECETTES D'INVESTISSEMENT*

| Recettes d'investissements (en €) | CA 2023 | CA 2024 | Evolution 2023/2024 (en %) |
|---|---|---|---|
| Dotations, fonds divers et réserves (10) (dont 10222 FCTVA) | 0 € | 0 € | 0% |
| Autres immobilisations financières (27) (dont Groupement de collectivités - **Créance GFP de rattachement)** | 35 221 € | 26 494 € | -24.78% |
| Opération d'ordre (040) | 21 270,98 € | 1 411,55 € | -93.37% |
| **TOTAL GENERAL** | **56 491,98 €** | **27 905,55 €** | **-50.6%** |

| | | |
|---|---|---|
| **1068 – Excédent de fonctionnement capitalisé N-1** | **581 953,21 €** | **97 980,28 €** |

| | | | |
|---|---|---|---|
| **R 001 – Résultat d'investissement positif reporté** | **211 883,10 €** | **621 197,58 €** | **193.18%** |

Envoyé en préfecture le 03/04/2025
Reçu en préfecture le 03/04/2025
Publié le
ID : 076-217606177-20250402-D05042025-DE

## II. Effectifs et charges de personnel :

En 2024, le climat social des collectivités locales gagne 5 points par rapport à l'année dernière (16% contre 11% en 2023). Pour autant, les défis restent nombreux : les budgets sont restreints, la charge mentale au sein des équipes est croissante, l'accompagnement des carrières est un défi, sans compter les nouveaux enjeux de transitions écologique et numérique avec lesquels les collectivités locales doivent désormais composer. Pour 66% d'entre elles, la maîtrise de la masse salariale est, une fois de plus, le premier des enjeux RH, devant le recrutement (39%). C'est un fait, les métiers de la fonction publique territoriale souffrent d'un manque d'attractivité, plus d'une collectivité sur deux (58%) ayant du mal à embaucher.

Pour faire face à cette situation et maximiser les chances d'attirer les candidats, il est devenu crucial de recruter autrement.

Parmi les actions menées pour se rendre plus attractives, certaines collectivités s'efforcent de prendre en compte le parcours du candidat afin de proposer une rémunération en adéquation avec le niveau d'expérience. D'autres recrutent sur la base du savoir-être, mettant au second plan l'expérience liée au poste.

Les emplois ouverts aux non titulaires se développent auprès des collectivités : 62% d'entre elles prévoient d'y avoir recours de façon plus importante dans les 12 prochains mois (principalement via des contrats CDD et d'arrêté de non-titulaire non permanent).

Les collectivités sont désormais plus nombreuses à s'ouvrir aux candidats provenant du secteur privé. Pour être compétitives face aux entreprises, elles n'hésitent pas à fournir des efforts financiers et certaines ont valorisé leur RIFSEEP (Régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel).

Quand elles ne peuvent pas utiliser le levier de la rémunération (55%), les collectivités savent trouver d'autres moyens pour attirer les candidats.
Aujourd'hui, 25% d'entre elles empruntent les codes du secteur privé et soignent leur marque employeur (+10 points). Elles entendent ainsi susciter les vocations en communiquant, en interne et en externe, sur la richesse des métiers (73%, soit +16 points par rapport à 2023).

Il convient de développer ou de renforcer les initiatives qui contribueront de cette nouvelle mobilisation : imaginer encore des formes d'organisation du travail souples et habiles, déployer des solutions innovantes pour répondre aux besoins de qualité de vie (pas seulement au travail) des agents, mieux porter les engagements environnementaux, sociaux qu'on attend – les candidats souvent – de la collectivité, s'appuyer sur des managers qui peuvent et savent investir tous les domaines que cette compétence exige, objectiver et mieux réguler la charge de travail…sont autant de pistes qu'il s'agit de suivre.

**Des leviers incontournables :**

- **La qualité de vie au travail, un atout pour attirer et fidéliser les talents :**

Des conditions de travail agréables et flexibles restent des facteurs déterminants pour attirer et retenir les meilleurs talents. Aujourd'hui, les candidats cherchent à évoluer dans un environnement de travail épanouissant, favorisant l'équilibre entre la vie professionnelle et la vie personnelle.
Les pratiques telles que le télétravail, la semaine de 4 jours, l'ergonomie des postes, etc., sont des leviers d'engagement qui ont un impact direct sur la motivation des agents.

Avec une progression de +21 points cette année, ces mesures sont de plus en plus plébiscitées pour attirer les talents au sein des collectivités (62%).

La politique de QVCT prend toute son importance au regard de la charge mentale des équipes qui continue d'augmenter. Les cadres et les équipes dirigeantes sont les plus impactés et déclarent subir une charge mentale élevée ou très élevée pour plus de 92% d'entre eux. Cette charge mentale croît avec la taille de la collectivité : 45% des petites communes jugent la charge mentale trop élevée (+10 points par rapport à 2023) contre 60% pour les conseils départementaux et régionaux (+6 points).

- **Fidéliser les agents en poste grâce à la formation :**

Cette année, pour fidéliser les futurs agents territoriaux, les collectivités choisissent de privilégier la formation (40%) plutôt que la rémunération (38%, soit -5 points par rapport à 2023).

Envoyé en préfecture le 03/04/2025
Reçu en préfecture le 03/04/2025
Publié le
ID : 076-217606177-20250402-D05042025-DE

Quand il faut agir sur la rémunération, l'Indemnité de fonction, de suivi et d'évaluation (IFSE) est la mesure la plus fréquemment utilisée (92%), avant les avantages sociaux tels que les tickets restaurants et la mutuelle (80%).

Le Complément individuel annuel (CIA) arrive, quant à lui, en troisième position (76%), devant les requalifications de poste (35%). Les mesures visant à améliorer l'employabilité durable des agents, telles que la mise en place des temps partiels et l'adaptation des postes de travail, sont en forte croissance et concernent toutes les catégories de collectivités.

- **La transition écologique appelle à revoir les organisations :**

61% des collectivités estiment que la transition écologique fera évoluer rapidement les compétences et aura un impact direct sur la formation individuelle et collective destinée à mieux comprendre les enjeux et à sensibiliser les agents. 48% d'entre elles souhaitent que l'on forme les managers dont 59% des grandes communes et 64,5% des départements et régions. Pour 51% des collectivités, toutes strates confondues, la transition écologique va transformer l'organisation et pour 47% d'entre elles, cela va faire évoluer les services destinés aux usagers.

- **L'IA générative engendre un fort besoin de montée en compétences**

Comme pour beaucoup d'autres secteurs d'activité, l'IA vient peu à peu bousculer le paysage de la fonction publique territoriale. 70% d'entre elles estiment que cela va engendrer de nouveaux besoins en formation, 69% s'attendent à une évolution des métiers et 51% pensent que l'IA va générer des enjeux de sécurisation des données.
Face à ce constat, seules 13% des collectivités interrogées ont lancé ou compte lancer cette année une réflexion sur l'IA. Dans le détail, cela concerne 38% des conseils départementaux et régionaux, 28,5% des grandes communes. Du côté des petites communes, seules 1,8% d'entre elles ont des projets en rapport avec l'IA. Au global, plus d'une collectivité sur deux (54%) ne prévoit pas de se pencher sur le sujet pour le moment.

L'enjeu pour les collectivités n'est pas simplement un enjeu de formation mais de gestion des emplois et des compétences, et de transition des métiers de la fonction publique territoriale, qui renforceront les besoins d'accompagnement de proximité des administrés.

**Le budget 2025 des collectivités va être impacté par ces évolutions sociétales et ce nouveau rapport au travail, en particulier pour la fonction publique territoriale, qui doit relever les défis de l'attractivité et des transitions.**

**<u>Les évolutions réglementaires impactant l'année 2025 :</u>**

**1. Revalorisation du SMIC horaire en novembre 2024 et du point d'indice**

Depuis 2022, les collectivités territoriales sont impactées par les mesures nationales en matière de masse salariale.
Pour mémoire, nous constatons une augmentation plus importante à compter de l'exercice 2022 car le ministre de la Transformation et de la Fonction publiques a annoncé l'augmentation de 3,5 % du point d'indice des agents de la fonction publique lors d'une conférence salariale qui s'est tenue le 28 juin 2022. Cette augmentation a été effective à partir du 1er juillet 2022 pour tous les agents de la fonction publique. Pour faire face à la hausse de l'inflation, le point d'indice de la fonction publique a été revalorisé de 3,5 %, la plus forte revalorisation depuis 1985, soit 37 ans.

Des mesures de l'État ont été poursuivis au 1er juillet 2023 et au 1er janvier 2024 pour améliorer la situation des agents de la fonction publique en lien avec le contexte inflationniste ; cela impactant fortement les collectivités locales.

5 points d'indice supplémentaires attribués à tous les agents publics de catégorie C et B (possédant un indice brut (IB) est inférieur à l'IB 419), générant une augmentation mécanique d'environ 2% de la rémunération des agents concernés (Saint martin du Vivier est composé de 100% d'agents de catégories B et C),

Une hausse de 2 % au 1er novembre 2024, le SMIC va dépasser l'indice majoré minimum d'environ 230 000 agents publics. Ces derniers recevront donc 6 centimes d'indemnité différentielle

Envoyé en préfecture le 03/04/2025
Reçu en préfecture le 03/04/2025
Publié le
ID : 076-217606177-20250402-D05042025-DE

**2. Augmentation du taux de la contribution employeur finançant la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales (CNRACL)**

La situation de la Caisse Nationale de Retraite des Agents des Collectivités Locales (CNRACL) en 2025 est marquée par des défis importants pour les collectivités territoriales, notamment en raison de son déficit structurel et des mesures gouvernementales visant à rééquilibrer ses finances.
Le taux de cotisation employeur à la CNRACL passe de 31,65 % à 34,65 % en 2025, avec une augmentation progressive prévue jusqu'à 43,65 % en 2028.

Cette hausse représente une charge financière considérable pour les collectivités, estimée à 1,2 milliard d'euros dès 2025. Elle impacte directement leurs budgets de fonctionnement et réduit leur capacité à financer d'autres priorités locales.

En résumé, l'année 2025 marque un tournant critique pour la CNRACL et ses impacts sur les finances publiques locales. Les collectivités doivent relever le défi d'équilibrer leurs budgets tout en préservant leurs missions essentielles face à ces contraintes financières croissantes.

**Les évolutions des effectifs et des charges de personnel de la commune de Saint-Martin-du-vivier**

Premier poste de dépense, soit 51 % des dépenses réelles du budget 2024 et 50% aux dépenses réelles projetées pour le budget 2025.

Le pilotage de la masse salariale est fondamental afin d'en maitriser l'évolution dans le temps. **Il est utile de préciser que la moyenne nationale des dépenses en personnel pour les communes représente 52%.**

La Commune de Saint-Martin-du-Vivier a la particularité, contrairement aux communes de même strate, de porter une augmentation d'effectifs scolaires, qui impacte le recours aux contractuels pour les temps du midi, du périscolaire et de l'extrascolaire. Le groupement scolaire intercommunal avec la commune de Fontaine-sous-Préaux augmente en partie la part des dépenses de personnels, même s'il est à souligner qu'elle perçoit des recettes en contrepartie.

De surcroît, la commune porte également un Centre Communal d'Action Sociale, ce qui n'est pas le cas de toutes les communes de moins de 3 500 habitants.

Ce poste en dépense de personnel est majeur mais indispensable pour assurer les services à l'éducation et l'enfance-jeunesse, à destination de la population saint-martinaise et fontenoise.

Le taux d'encadrement de la commune est de 12,5% de cadre B contre 14,3% au niveau national et de 87,5% de cadre C contre 75,5%. **Par conséquent le taux d'encadrement est inférieur de 1.8 point.**

Le budget 2025 prend en compte le Glissement Vieillissement Technicité (GVT), la revalorisation des grilles indiciaires, la revalorisation du point d'indice, l'effet report de la revalorisation du SMIC au 1er novembre 2024, ainsi que celles des cotisations CNRACL à hauteur de 3% minimum.

En l'espèce, entre le BP 2024 et le BP 2025, la masse salariale présentait une hausse de 1,24%, soit 11 000€ malgré les dépenses obligatoires imposées par l'État. Nous pouvons dire que la gestion de la masse salariale est maîtrisée.

Au total, le chapitre 012 devrait s'élever à **896 000€** en 2025, soit une hausse de 1,24% par rapport au budget 2024.

**Effectifs au 31 décembre 2024 :**

23 agents dont 10 temps complets et 13 temps non complets

Répartitions par filière

| | Nbre d'agents titulaires | Nbre agents contractuels | Catégorie |
|---|---|---|---|
| **ADMINISTRATIVE** | **2** | **1** | 1 B et 2 C |
| **TECHNIQUE** | **5** | **4** | 9 C |

Envoyé en préfecture le 03/04/2025
Reçu en préfecture le 03/04/2025
Publié le
ID : 076-217606177-20250402-D05042025-DE

| | | | |
|---|---|---|---|
| **ANIMATION** | | **2** et env. 6 saisonniers | 2 C |
| **CULTURELLE** | **0** | **5** | 5 B |
| **SOCIALE** | | **3** | 3 C |
| **ENTRETIEN** | | **1** | 1 C |

+5 emplois accessoires : **1** pour l'école de musique (Directrice) et **4** pour l'école (Etude dirigée) non complets

## IV. Budget Primitif 2025 du budget principal

### Montant du budget consolidé

| Section de fonctionnement | | |
|---|---|---|
| | **Dépenses** | **Recettes** |
| Mouvements réels | **1 813 843,80 €** | **1 672 876,22 €** |
| Mouvements d'ordre | **2 000 €** | **0 €** |
| Dont Virement à la section d'investissement | **980 467,59 €** | - |
| Résultat 2024 reporté | - | **1 123 435,17 €** |
| **TOTAL** | **2 765 669,20 €** | **2 765 669,20 €** |

| Section d'investissement | | |
|---|---|---|
| Mouvements réels | **1 758 069,09 €** | **405 310,18 €** |
| Mouvements d'ordre | **0 €** | **254,14 €** |
| Dont Virement de la section de fonctionnement | - | **980 467,59 €** |
| Résultat 2024 reporté | - | **414 351,68 €** |
| Restes à réaliser | **42 314,50 €** | - |
| **TOTAL** | **1 800 383,59€** | **1 800 383,59 €** |

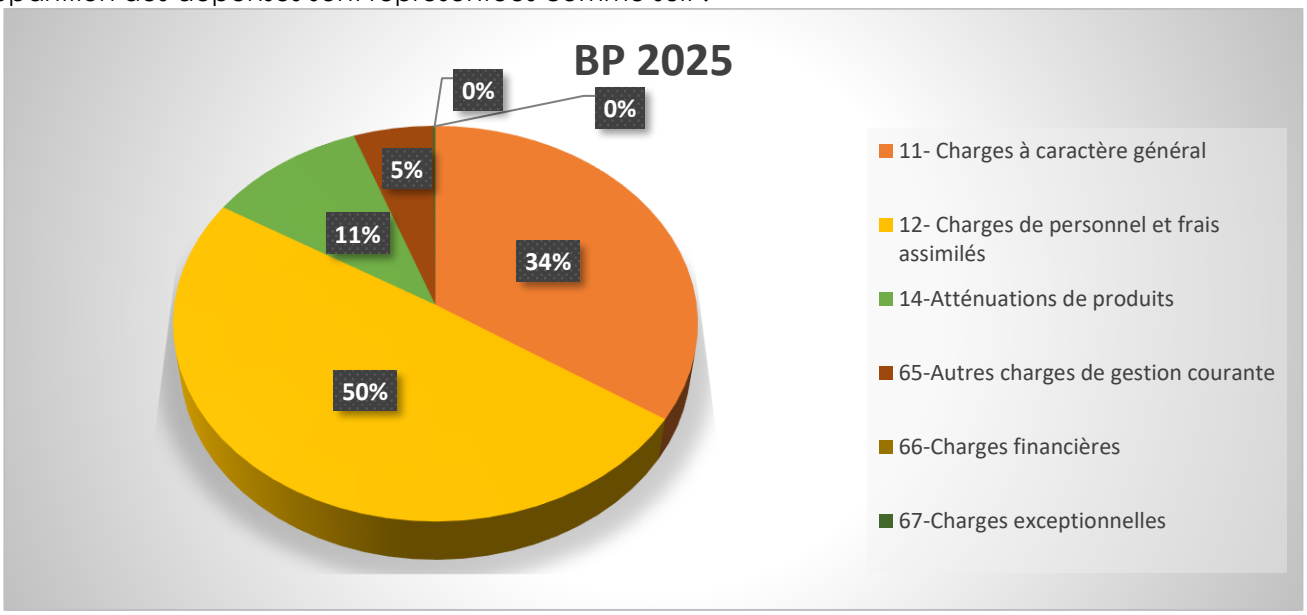
Envoyé en préfecture le 03/04/2025
Reçu en préfecture le 03/04/2025
Publié le
ID : 076-217606177-20250402-D05042025-DE

## *LA SECTION DE FONCTIONNEMENT*

### *En dépenses*

| Dépenses de fonctionnement (en €) | BP 2024 | Projet BP 2025 | BP25/BP24 (%) |
|---|---|---|---|
| **Opérations réelles** | | | |
| 011 – charges à caractère général | **670 951,44** | **622 800** | **-7.18%** |
| 012 – charges de personnel | **885 000** | **896 000** | **1.24%** |
| 014 – atténuations de produits | **194 741** | **194 741** | **0%** |
| 65 – autres charges de gestion courante | **96 700** | **97 302,80** | **0.62%** |
| 656 – frais de fonctionnement des groupes d'élus | **0** | **0** | - % |
| 66 – charges financières | **0** | **0** | - % |
| 67 – charges exceptionnelles | **3 000** | **3 000** | **0%** |
| 68 – Dotations aux provisions budgétaires | **0** | **0** | - % |
| **Sous-total mouvements réels** | **1 850 392,44** | **1 813 843,80** | **-1.98%** |
| **Opérations d'ordre** | | | |
| 023 – virement à la section d'investissement | **913 906** | **980 467,59** | 7,28% |
| 042 – transferts entre sections | **1 370,76** | **2 000** | 45,90% |
| **Sous-total mouvements d'ordre** | **915 276,76** | **982 467,59** | 7,34% |
| **TOTAL GENERAL** | **2 765 669,20** | **2 796 311,39** | **1,11%** |

La répartition des dépenses sont représentées comme suit :



Envoyé en préfecture le 03/04/2025
Reçu en préfecture le 03/04/2025
Publié le
ID : 076-217606177-20250402-D05042025-DE

**Dépenses de fonctionnement - Principaux éléments à prendre en compte :**

Il est essentiel de souligner la bonne maîtrise des charges à caractère générale avec une baisse de 7,18% malgré le contexte inflationniste nationale des énergies, des denrées alimentaires, des carburants, des combustibles et des matériaux de même que les dispositifs de l'État impactant la masse salariale des collectivités, comme précédemment exposé.
La masse salariale progresse de 1,24%, notamment en raison de la revalorisation du SMIC depuis le 1er novembre 2024 et 4% d'augmentation des cotisations CNRACL, dépenses obligatoires imposées par l'État.
En outre, des créations d'emplois répondent aux besoins de croissance démographique au sein de (éducation/enfance jeunesse). Toutefois, la collectivité maitrise ces dépenses en personnel grâce à son augmentation de recettes inhérentes aux services à la population, comme cela est précisé dans le chapitre suivant.

S'agissant de ces autres charges de gestion courante, la stabilité des crédits s'explique notamment par la bonne gestion du budget du Centre Communal d'Action Social, qui est excédentaire. Par conséquent, la commune ne verse pas de subvention d'équilibre au budget principal 2025, ce qui réduit les charges de la collectivité.
Il est également important de souligner la capacité d'autofinancement de la commune grâce à la hausse du virement à la section d'investissement, s'élevant à +7,28% au BP 2024, soit 66 561,59 €.

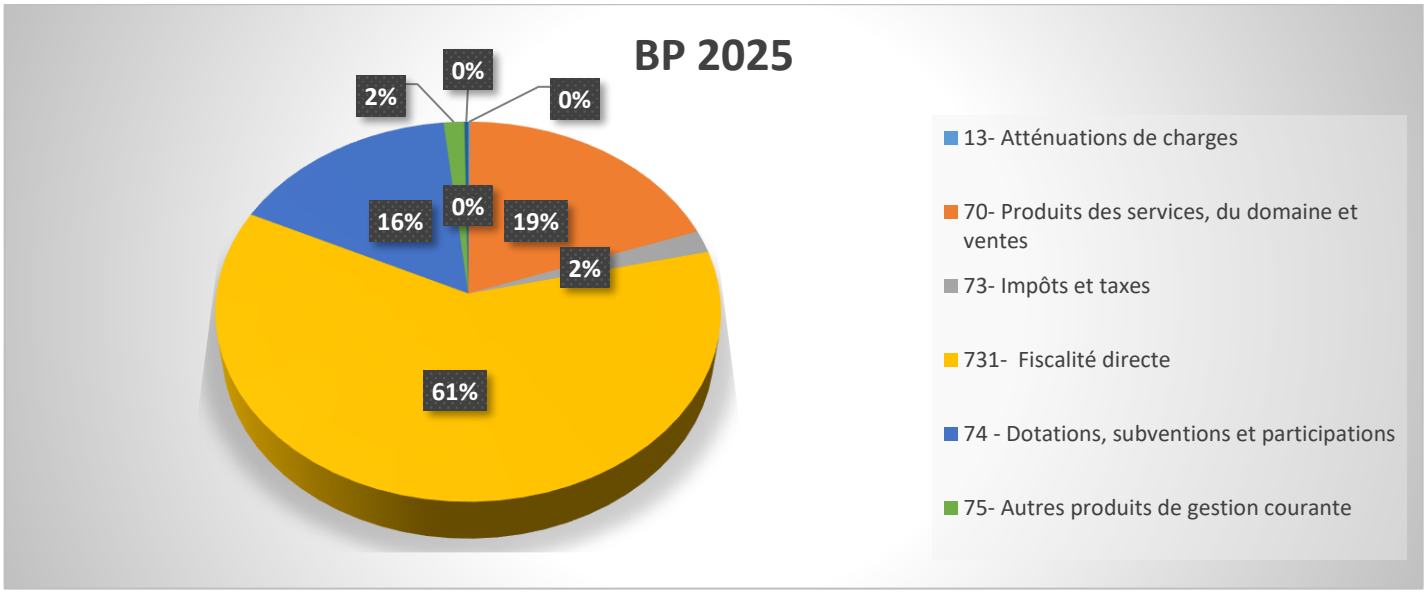
***En recettes***

| Recettes de fonctionnement (en €) | BP 2024 | Projet BP 2025 | BP25/BP24 (%) |
|---|---|---|---|
| **Opérations réelles** | | | |
| 013 – atténuations de charges | **2 000** | **2 000** | **0%** |
| 70 – produits des services, du domaine et ventes | **278 300** | **331 215** | **19.01%** |
| 73 – impôts et taxes<br>731 Imposition directes | **30 000**<br>**989 907**<br>**(Total de 1 019 907)** | **32 466**<br>**1 040 962**<br>**(Total de 1 073 428)** | **5.25%** |
| 74 – dotations, subventions et participations | **275 079,01 €** | **246 854** | **-10.26%** |
| 75 – autres produits de gestion courante | **24 700** | **16 000,22** | **-35.22%** |
| 76 – produits financiers | **4 571** | **3 379** | **-26.08%** |
| 77 – produits exceptionnels | **0** | **0** | **-%** |
| 78 – Reprise provision semi-budgétaire | - | - | - |
| **Sous-total mouvements réels** | **1 604 557,01** | **1 672 876,22** | **4,26%** |
| **Opérations d'ordre** | | | |
| 042 – transferts entre sections | 0 | 0 | 0% |
| 043 – Opération d'ordre intérieur de la section | 0 | 0 | |

Envoyé en préfecture le 03/04/2025
Reçu en préfecture le 03/04/2025
Publié le
ID : 076-217606177-20250402-D05042025-DE

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Sous-total mouvements d'ordre** | 0 | 0 | **0%** |
| 002 – résultat de fonctionnement reporté | **1 161 112,19** | **1 123 435,17** | -3,25% |
| **TOTAL GENERAL** | **2 765 669,20** | **2 796 311,39** | **1,11%** |

La répartition des recettes sont déterminées ainsi :




**Recettes de fonctionnement - Principaux éléments à prendre en compte :**

La dissolution et la clôture du budget annexe le « Lotissement de la ferme » en 2021 avait déjà favorisé l'excédent de fonctionnement au budget principal, ce qui se poursuit sur les exercices suivants. Les reversements de l'État, à travers l'addition de la fiscalité directe et les impôts, permettent de faire progresser les recettes de 5,25%.
On note une augmentation des produits de services à hauteur de 19,1%, notamment en raison d'une augmentation de la participation intercommunale scolaire et les recettes familles. Ainsi, la commune enregistre une progression dans ses produits d'activités péri et extrascolaires.

## *LA SECTION D'INVESTISSEMENT*

**Dépenses d'investissement - Principaux éléments à prendre en compte :**

*En dépenses*

| Dépenses d'investissement (en €) | Projet BP 2025 | Restes à réaliser | Total Projet BP 2025 |
|---|---|---|---|
| **Opérations réelles** | | | |
| 103 – Bois communal | 9 870 | 8 630 | 18 500 |
| 104 – Mairie | 23 000 | 16 154,50 | 39 154,50 |
| 105 – Ecole | 92 600 | 2 400 | 95 000 |
| 106 – Salle des fêtes | 67 000 | 0 | 67 000 |
| 107 – Eglise | 8 000 | 0 | 8 000 |

Envoyé en préfecture le 03/04/2025
Reçu en préfecture le 03/04/2025
Publié le
ID : 076-217606177-20250402-D05042025-DE

| | | | |
|---|---|---|---|
| 108 – Voirie et aménagements (chapitre 21) | 228 500 | 5 130 | 233 630 |
| 109 – Cimetière | 100 000 | 0 | 100 000 |
| 111 – Restauration bâtiments | 1 198 349,09 | 10 000 | 1 208 349,09 |
| 103 – Salle des Sports | 5000 | 0 | 5 000 |
| 114 – Acquisition matériel | 23 750 | 0 | 23 750 |
| 115 – Travaux électrification | 2 000 | 0 | 2 000 |
| 10 - Dotations, fonds divers et réserve | 0 | 0 | 0 |
| 16 – Emprunts et dettes assimilées | 0 | 0 | 0 |
| **Sous-total mouvements réels** | **1 758 069,09** | **42 314,50** | **1 800 383,59** |
| **Opérations d'ordre** | | | |
| 040 – transferts entre sections | 0 | 0 | 0 |
| 041 – opérations patrimoniales | 0 | 0 | 0 |
| **Sous-total mouvements d'ordre** | 0 | **0** | **0** |
| **TOTAL GENERAL** | **1 758 069,09** | **42 314,50** | **1 800 383,59** |

Les dépenses projetées en investissement répondent aux projets de la commune à court, moyen et long terme dans l'intérêt des administrés et du territoire.

En effet, au regard de la capacité d'autofinancement de la commune et de l'absence d'endettement, la collectivité peut poursuivre l'amélioration de la qualité de ces équipements et de ces aménagements dont les principales dépenses sont :

1. Amélioration des équipements publics
   - Modernisation des bâtiments municipaux (rénovation de l'ancien presbytère et de la maison normande).
   - Installation de systèmes d'accès PMR pour une meilleure inclusion.
   - Renouvellement et entretien des équipements sportifs (courts de tennis, parcours de santé).
   - Équipements pour les écoles et le centre de loisirs (mobilier, rideaux, climatisation, sanitaires adaptés).

2. Développement culturel et éducatif
   - Acquisition d'un piano pour l'école de musique et d'une bibliothèque mieux équipée.
   - Création d'espaces conviviaux comme l'arbre du souvenir et les boîtes à livres.

3. Sécurité et environnement
   - Installation d'un système de vidéosurveillance pour renforcer la sécurité.
   - Investigations géologiques et remblais pour prévenir les risques liés aux cavités.
   - Réaménagement des espaces verts (square au Mesnil, mare) et installation d'éclairages LED pour une meilleure durabilité.

4. Valorisation du patrimoine
   - Restauration du monument aux morts et de la porte de l'église.
   - Mise en valeur du cimetière avec l'achat de caveaux et la reprise des concessions.

5. Modernisation des infrastructures
   - Création de nouvelles places de stationnement.
   - Mise à jour des outils numériques (site internet, téléphonie, matériel informatique).

Envoyé en préfecture le 03/04/2025
Reçu en préfecture le 03/04/2025
Publié le
ID : 076-217606177-20250402-D05042025-DE

Il est à noter que la commune poursuit ces investissements en 2025 engagés en 2024, ce qui explique le montant des restes à réaliser.

***En recettes***

| Recettes d'investissement (en €) | Projet BP 2025 | Restes à réaliser | Total Projet BP 2025 |
|---|---|---|---|
| **Opérations réelles** | | | |
| **10 – dotations, fonds divers et réserves (avec 1068)** | **380 737,18** | **0** | **380 737,18** |
| 10222 - FCTVA | 8 700 | 0 | 8 700 |
| 1068 - Excédents de fonctionnement capitalisés | 372 037,18 | | 372 037,18 |
| 13 – subventions d'investissement reçues | 0 | 0 | 0 |
| 27 – Autres immobilisations financières<br>276351 - Créance GFP de rattachement | 24 573 | 0 | 24 573 |
| 024 - Produits des cessions d'immobilisation | 0 | 0 | 0 |
| **Sous-total mouvements réels** | **405 310,18** | 0 | **405 310,18** |
| **Opérations d'ordre** | | | |
| 021 – virement de la section de fonctionnement | 980 467,59 | 0 | 980 467,59 |
| 040 – transferts entre sections | 254,14 | 0 | 254,14 |
| 041 – opérations patrimoniales | 0 | 0 | 0 |
| **Sous-total mouvements d'ordre** | **980 721,73** | 0 | **980 721,73** |
| 001 – Excédent antérieur | 414 351,68 | 0 | 414 351,68 |
| **TOTAL GENERAL** | **1 800 383,59** | 0 | **1 800 383,59** |

**<u>Recettes d'investissement - Principaux éléments à prendre en compte :</u>**

La commune voit une augmentation de ces dotations, en particulier par son excédent antérieur.

Au regard des excédents cumulés réalisés au cours de l'exercice N-1, la commune a un forte capacité d'autofinancement pour investir en 2025 par le virement de la section de fonctionnement.

## V. Niveau des taux d'imposition

***Impôts locaux***

| Taxe | Taux 2023 |
|---|---|
| **Taxe sur le foncier bâti (TFB) :** | 45,22 % |
| **Taxe sur le foncier non bâti (TFNB) :** | 53,76 % |
| **Taxe d'habitation des résidences secondaire (THRS) et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale :** | 11,19% |

Il est important de souligner que les taux de taxes sur le foncier bâti et non bâti, de même que la THRS sont maintenus à l'identique.

Envoyé en préfecture le 03/04/2025
Reçu en préfecture le 03/04/2025
Publié le
ID : 076-217606177-20250402-D05042025-DE

## VI. Etat de la dette

La commune présente un niveau d'endettement à zéro puisque l'état de la dette est arrivé à son échéance en 2022. Au regard de sa capacité d'autofinancement, la commune de Saint-Martin-du-Vivier n'aura pas recours à l'emprunt pour l'exercice 2025.

*Nota bene : Pour les collectivités locales et leurs établissements (communes, départements, régions, EPCI…), les articles L. 2121-26, L3121-17, L4132-16, L.5211-46, L.5421-5, L.5621-9 et L.5721-6 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) prévoient le droit pour toute personne physique ou morale de demander la communication des procès-verbaux, budgets, comptes et arrêtés.*